

Pouvoir d'emprunt

pas de demandes excessives et prohibitives au marché des capitaux canadiens.

La réduction du déficit est la clé unique du rétablissement de la confiance, et cette confiance est elle-même la clé de la multiplication des emplois.

En terminant mes remarques, je signalerai que si notre gouvernement s'est engagé à ne pas agir à la hâte et à la légère, il s'est avant tout engagé formellement à agir pour que l'État et l'économie fonctionnent efficacement dans l'intérêt de tous les Canadiens. Les années de dérive, de faux-fuyants et des cataplâmes temporaires sont terminées. Le moment est venu de prendre une nouvelle direction et nous tous, Canadiens, nous devons nous préparer à une nouvelle croissance, à des emplois stables et à des possibilités inédites.

Si Churchill a dit:

[Traduction]

«Donnez-moi les outils; je ferai le travail.»

[Français]

... nous pourrions adapter, nous, cette phrase en disant:

[Traduction]

«Nous avons maintenant les outils; vous allez nous voir au travail.»

Mlle Aileen Nicholson (Trinity): Monsieur le Président, nous sommes saisis de ce projet de loi d'emprunt dans des circonstances très particulières. Nous avons un nouveau gouvernement, je le reconnais, qui a reçu un mandat très clair des Canadiens. Cependant, le gouvernement a décidé de ne pas présenter de budget, mais bien un exposé économique dans le cadre du débat sur l'Adresse en réponse au discours du trône, ce qui nous a privés du débat qui a normalement lieu au sujet des mesures budgétaires. Nous n'avons aucune idée de la date à laquelle le gouvernement entend déposer un budget et on remarque certains changements intéressants dans son calendrier. Ainsi, avant les élections, le très honorable premier ministre (M. Mulroney) a parlé d'un sommet économique, d'une conférence fédérale-provinciale et d'un budget à l'automne. Maintenant, le calendrier semble avoir changé quelque peu. Aux dernières nouvelles, la Conférence nationale sur l'économie aura lieu le 22 mars. Apparemment, la liste des invités et l'ordre du jour de cette conférence n'ont toujours pas été établis. On nous dit que les consultations au cours de cette conférence seront cruciales pour la planification du budget. Dans ce cas, nous pouvons nous attendre à un budget en mai ou peut-être en juin, ce qui sera trop tard pour nous permettre de l'examiner en détail avant la fin de la session. On nous demande dans ces circonstances d'accorder au gouvernement un pouvoir d'emprunt de deux ans. On nous demande de ne pas porter de jugement, d'avoir une foi aveugle dans le gouvernement et de voter le pouvoir d'emprunt pour deux ans.

● (1640)

Il y a deux questions que je voudrais soulever. Comme mon collègue l'a fait remarquer, les fonctionnaires du ministère des Finances devront s'expliquer au sujet du fait que les chiffres qu'ils ont transmis au gouvernement précédent sont tout à fait différents de ceux qu'ils ont présentés deux mois plus tard. On nous doit une explication, afin que nous puissions poser des questions à ces représentants avant d'aller plus loin.

Les chiffres sont suspects pour deux autres raisons, que l'on trouve dans les déclarations ministérielles. Prié de parler des prévisions et des documents sur lesquels sont basées les affirmations qu'il a faites dans sa déclaration économique, le ministre des Finances (M. Wilson) a refusé de le faire sous prétexte qu'ils n'étaient peut-être pas exacts. Après avoir été questionné, le ministre de la Défense nationale (M. Coates) a fini par admettre que la réduction de dépenses exigée dans son ministère était un jeu d'écritures. Tous ces faits porteraient une opposition consciente de ses responsabilités à croire que c'est le moment d'avoir bien plus de renseignements avant de laisser ce projet de loi suivre son cours.

Mettons de côté les situations spéciales qui se rapportent strictement au projet de loi à l'étude. D'une façon générale, le comportement qu'adopte le gouvernement depuis deux mois, depuis son arrivée au pouvoir, n'inspire pas confiance. Il a sabré dans certains programmes, plus pour des raisons idéologiques qu'à la suite d'une étude rationnelle ou d'une évaluation raisonnable des programmes. Certains programmes ont été supprimés, puis rétablis, avec la promesse de les réexaminer.

Le gouvernement a essayé de cacher son incompétence en s'entourant d'un voile de mystère. Il n'y est même pas parvenu. Bien des frais supplémentaires nous ont été imposés par un gouvernement qui prétend économiser. Il paraît que la formation des commissaires politiques entraînent des frais supplémentaires de \$250,000.

Le gouvernement conservateur emploie des termes insolites, et il nous faudra peut-être un dictionnaire pour le comprendre. Il dit que les avions sont des véhicules permettant d'accomplir une mission sacrée ou que c'est un mode de transport sacré. De toute apparence, les droits des Canadiens ne sont pas sacrés; en effet, nous n'avons eu que très peu d'explications ou pas du tout sur certains des programmes qui ont été supprimés. Ainsi, le budget du Programme d'aide à la revalorisation des logements a été réduit de 29.4 millions. C'était un bon programme pour les propriétaires, surtout pour ceux qui ont des revenus modestes. Il était aussi avantageux pour les petits entrepreneurs; le gouvernement prétend pourtant être en faveur de la petite entreprise.

Le gouvernement s'efforce de récupérer de l'argent dans la poche de Canadiens qui sont loin d'avoir un revenu élevé. On fait payer les numéros d'assurance-sociale, les formalités d'immigration et les enquêtes de sécurité. Les droits à acquitter pour devenir citoyen canadien ont été augmentés.

Le gouvernement nous a présenté un exposé économique qui entraînera la perte d'au moins 50,000 emplois, alors qu'il s'était fait élire en promettant de créer des emplois. En outre, non content d'éliminer des emplois, il menace de réduire les prestations d'assurance-chômage. Il y a quand même au moins un secteur où l'on crée des emplois, puisqu'on a augmenté le nombre d'inspecteurs chargés de pourchasser les prestataires de l'assurance-chômage. Cela se produit au moment même où l'on supprime des emplois.

Le gouvernement s'en est pris à des programmes culturels et à des institutions comme le Conseil du Canada et le Centre National des Arts. Il a donné deux semaines à Radio-Canada pour éliminer 750 millions de dollars de dépenses. Comment pourrait-on prendre une décision sage et réfléchie en si peu de temps?

Le gouvernement a sabré dans le budget de recherche et de développement, enlevant notamment 34.6 millions de dollars